



La Défense, le 26 juin 2025

CSAM du 26 juin 2025

Déclaration liminaire

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs, cher·es camarades,

Mardi soir, un drame est encore survenu lors d'une intervention sur la RN 154. La FSU Écologie apporte tout son soutien à la famille de notre collègue, à ses collègues du CEI d'Evreux et de la DIR Nord-Ouest. Elle apporte également son soutien à tous nos collègues qui, dans les jours qui viennent, passeront « à ça » de l'accident mortel et verront leur véhicule de service embouti sous leurs yeux. Nous ne doutons pas de l'émotion de l'Administration, ni de sa volonté de, je cite, « poursuivre sans relâche les efforts pour améliorer » la sécurité des agent·es d'exploitation. La FSU Écologie estime qu'il n'est pas possible de s'en tenir au « business as usual » et d'attendre le déploiement du plan de prévention pour voir s'il aura un effet. Malheureusement, la réunion d'hier avec le cabinet de M. Rebsamen confirme nos craintes : nous continuons uniquement la démarche engagée. Aucun sursaut, aucune remise en question. Alors qu'il y a un travail d'urgence à mettre en place, dès maintenant. Sans vouloir court-circuiter les travaux des FS locales, la FS ministérielle devrait s'emparer réellement de l'urgence, comme nous l'avons collectivement demandé pas plus tard que lundi. Et le drame de mardi ne fait que renforcer ce besoin.

Nous n'allons pas aujourd'hui revenir sur notre déclaration faite devant les ministres, ou plutôt le ministre, au CSAM du 4 juin dernier.

Cependant les arbitrages budgétaires en cours nous font craindre le pire pour notre pôle ministériel. Nos demandes restent lettre morte, aucune écoute de la part de nos ministres et surtout aucune reconnaissance pour les personnels.

Le budget 2025 est déjà bien en deçà des besoins pour nos missions. Il est aussi la preuve que notre pôle ministériel passe aux oubliettes.

Nous vous avons demandé au CSAM budgétaire de nous fournir les répartitions détaillées des baisses d'effectifs, service par service, établissement par établissement ainsi que les répartitions détaillées du budget. Les réductions de moyens sont-elles si drastiques que même vos services sont incapables de répondre à cette légitime doléance ?

Les opérateurs de nos ministères sont malmenés et leurs personnels vivent chaque jour dans l'angoisse du lendemain.

Les annonces politiques de fusion, la loi Duplomb, les attaques incessantes envers les agentes et les agents chargé·es du contrôle mettent en danger leur devenir et leur santé.

Si cela ne suffisait pas, les bruits de couloirs sur les fusions font craindre le pire notamment pour les parcs nationaux, le Conservatoire du littoral mais aussi l'OFB. Faut-il rappeler que 5 ans après la création de l'OFB l'état des troupes est au plus mal. Et faut-il rappeler également à Madame la ministre des comptes publics qu'une fusion n'est jamais source d'économies bien au contraire. Et que dire des répercussions sur les femmes et les hommes qui font le quotidien de ces établissements.

La FSU Écologie vous demande de respecter l'engagement de M. Rebsamen, et d'être transparent tant sur les budgets, les effectifs et les réorganisations à venir pour les opérateurs de ce pôle ministériel.

Les services de l'État ne sont pas mieux lotis. Nous vous avons alerté à plusieurs reprises sur les problèmes de fonctionnement rencontrés par les agentes et les agents des DDI. Nous souhaitons aussi connaître les répartitions budgétaires de ces directions.

Des questions se posent aussi sur les quasi-statuts de l'environnement et des agences de l'eau. Le directeur de cabinet de la ministre a affirmé que les discussions étaient satisfaisantes. Du point de vue de l'Administration sans aucun doute, du côté des représentantes et des représentants des personnels, le compte n'y est pas.

Nous vous avons alerté, Monsieur le Secrétaire général, sur le non-respect de ces quasi-statuts. En effet, le Directeur de l'Agence de l'eau Loire Bretagne licencie tranquillement, pour cause de plafond d'emplois atteint, un agent qui revient d'une disponibilité pour convenance personnelle ! On croit rêver. Petit rappel de la réglementation quasi-statut, l'employeur est dans l'obligation de reprendre l'agent. Nous vous demandons donc d'intervenir pour que ce Directeur retrouve raison et applique la réglementation.

Nous vous alertons aussi sur la situation à la Mayotte et les aides sociales qui semblent au point mort. La FSU Écologie dépose, avec le soutien des camarades d'autres organisations syndicales, une motion afin que les travaux de reconstructions débutent avant la prochaine période cyclonique et que les aides sociales dont nos collègues mahorais doivent bénéficier soient débloquées sans délai.

Quand allez-vous, Monsieur le Secrétaire général, défendre vos agentes et vos agents pour qu'elles et-ils poursuivent leurs missions essentielles à l'urgence écologique et sociale ? Nous vous demandons de porter un budget 2026 plus ambitieux que celui de 2025 et de le porter au guichet unique même si celui-ci est réfractaire à nos demandes.

Par ailleurs, la FSU Écologie tient à remercier M. RETAILLEAU pour sa maraude d'envergure, ainsi que nos ministres, pour leur silence complice. Dans ces périodes de canicule, cette action a permis de mettre au frais nombre de personnes en situation irrégulière, parfois réfugié-es climatiques. Il est dommage que la situation internationale n'ait pas permis aux media, et à nos ministres de mettre plus en avant cette action de solidarité et d'adelphité... Car il s'agissait bien d'une action humanitaire par temps de canicule, n'est-ce pas ? Nous n'imaginons pas que ni M. Resbasmen ni Mme Pannier-Runacher puissent sciemment participer à un gouvernement qui s'assoit autant sur la dignité humaine.

Merci de votre attention.